



N° de l'invitation - Solicitation No.
ET959-190626/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
ET959-190626

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
NCS-8-41045

Id de l'acheteur - Buyer ID
NCS030
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services Canada
Room 100, 167 Lombard Ave.
Winnipeg, Manitoba
R3B 0T6

ROReceptionSoumissions.WRBidReceiving@tpsgc-pwgsc.gc.ca

"Les entreprises qui souhaitent présenter des offres pour ce projet devraient se procurer les documents d'appel d'offres auprès de service SEAOG sur <http://achatsetventes.gc.ca/appels-d-offres>, un site Web du gouvernement du Canada.

Les entreprises qui se procurent des documents d'appel d'offres source que le site officiel risquent de recevoir une documentation incomplète.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 INTRODUCTION	4
1.2 SOMMAIRE	4
1.3 COMPTE RENDU	8
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES FOURNISSEURS	8
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	8
2.2 PRÉSENTATION DES ARRANGEMENTS	8
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE – AVIS	9
2.4 PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – AVIS	9
2.5 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'ARRANGEMENTS EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT	9
2.6 LOIS APPLICABLES	9
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES ARRANGEMENTS	10
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES ARRANGEMENTS	10
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	11
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	11
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	11
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'ARRANGEMENT	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UN ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	14
6.1 ARRANGEMENT	14
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	14
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	15
6.4 DURÉE DE L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT	15
6.5 RESPONSABLES	16
6.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	16
6.7 OCCASION DE QUALIFICATION CONTINUE	16
6.8 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	17
6.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
6.10 LOIS APPLICABLES	18
6.11 ASSURANCE – AUCUNE EXIGENCE PARTICULIÈRE	18
B. DEMANDE DE SOUMISSIONS	18
7.1 DOCUMENTS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS	18
7.2 PROCESSUS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS	19
7.3 PROCESSUS GÉNÉRAL	20
C. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	21
8.1 GÉNÉRAL	21
ANNEXE « A »	23
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	23

N° de l'invitation - Sollicitation No.
ET959-190626/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
ET959-190626

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
NCS-8-41045

Id de l'acheteur - Buyer ID
NCS030
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B »	29
PROCESSUS D'ÉVALUATION, CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION DES	29
ANNEXE « C »	31
BASE DE PAIEMENT	31
ANNEXE « D »	34
FORMULAIRE DE RAPPORT D'USAGE DE L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT	34
ANNEXE « E »	35
DES ENTENTES SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALES (ERTG)	35
ANNEXE « F »	36
PLAN DES CONSIDÉRATIONS RELATIVES AUX POSSIBILITÉS POUR LES AUTOCHTONES (CPA) OU PLAN D'AVANTAGES OFFERTS AUX INUITS (PAI)	36

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des fournisseurs : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DAMA;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des arrangements : donne aux fournisseurs les instructions pour préparer l'arrangement afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et Méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; et
- Partie 6 6A, Arrangement en matière d'approvisionnements, 6B, Demandes de soumissions, et 6C, Clauses du contrat subséquent :
- 6A, contient l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et les clauses et conditions applicables;
- 6B, contient les instructions du processus de demande de soumissions dans le cadre d'un (AMA);
- 6C, contient des renseignements généraux pour les conditions des modèles de contrat uniformisés émis suite à un AMA.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

Un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) est requis pour fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux, de l'équipement, des outils et de la supervision nécessaires à la réalisation d'analyses physiques, chimiques et biologiques dans les quatre (4) catégories d'échantillons suivantes :

i) eau et eaux usées; ii) sédiments et sol; iii) vie aquatique (p. ex., phytoplancton, algues benthiques, zooplancton, invertébrés benthiques, poissons, mammifères marins) et iv) air

Ces services sont requis pour des travaux qui seront menés dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et en Colombie-Britannique et entrepris par des ministères et organismes fédéraux, notamment : le ministère des Pêches et des Océans, Environnement et Changement climatique Canada, Parcs Canada et Ressources naturelles Canada.

La période pour attribuer des contrats dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement sera de trois (3) ans, plus deux (2) années d'option d'un (1) an chacune, à partir de la date d'établissement de l'AMA.

Il n'y a pas de limite maximale quant au nombre d'arrangements en matière d'approvisionnement qui peuvent être attribués par suite de la présente DAMA.

- 1.2.1 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).
- 1.2.2 La présente demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) vise à établir des arrangements en matière d'approvisionnement (AMA) pour la livraison du besoin décrit dans les présentes aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.
- 1.2.3 Cette DAMA permet aux fournisseurs d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs arrangements. Les fournisseurs doivent consulter la partie 2 de la DAMA, Instructions à l'intention des fournisseurs, et la partie 3 de la DAMA, Instructions pour la préparation des arrangements, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.
- 1.2.4 Deux processus d'AMA peuvent être déclenchés conformément à la présente invitation à soumissionner :

1) **Au processus général**

Les fournisseurs qui souhaitent présenter un arrangement qui n'est pas dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA). Aux fins de la DAMA, ce processus est désigné par les termes « général », « fournisseurs généraux » ou « processus général ». Les fournisseurs généraux doivent être en mesure de fournir les services dans la Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, les Territoires du Nord-Ouest, et au Nunavut.

- i. Il existe trois volets au processus général avec des instructions séparés, tels que définis dans la Partie 6 (B), Section 2 – Demande de soumissions de cette DAMA :

a. **Les besoins dont la valeur estimative est inférieure à 25 000,00 \$ (taxes applicables comprises) :**

Le besoin est soumis aux Règlements sur les marchés de l'État (RME).

b. **Les besoins dont la valeur estimative va de 25 000,00 \$ jusqu'au seuil de l'ALÉNA (les taxes applicables comprises) :**

Si, et seulement si, la demande de soumissions pour un besoin résultant d'un arrangement en matière d'approvisionnement est administré par TPSGC, la demande accordera une préférence aux produits et (ou) aux services canadiens ou il se limitera aux produits et (ou) aux services canadiens.

Autrement, ce besoin est soumis aux Règlements sur les marchés de l'État (RME) d'une manière semblable à 2.1.i.a.

c. **Les besoins dont la valeur estimative va du seuil de l'ALÉNA jusqu'aux pouvoirs ministériels de passation de marché de 400 000,00 \$ (les taxes applicables comprises) :**

Ce besoin peut être assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI). Les pouvoirs ministériels de passation de marché sont spécifiés dans la Politique sur les marchés du Secrétariat du Conseil du Trésor, Appendice « C » -Directive du Conseil du Trésor sur les marchés, Partie 1 – Pouvoirs généraux de passation des marchés, Annexe 3 – Marchés de services (à l'exclusion des services d'architecture et de génie).

d. Les besoins dont la valeur estimative est supérieure aux pouvoirs ministériels de passation de marché de \$400,000.00 (taxes applicables comprises) :

Le besoin dépasse le champ d'application des arrangements en matière d'approvisionnement. Le besoin doit être administré séparément par une autorité contractante des TPSGC.

- ii. Une ou plusieurs des ERTG suivantes pourraient s'appliquer à toute commande subséquente à l'offre à commandes, selon le lieu de livraison. Il n'est pas obligatoire que les fournisseurs définissent les dispositions sur la participation des bénéficiaires pour les ERTG pour qu'ils soient admissibles pour cet arrangement en matière d'approvisionnement. Cependant, les titulaires d'AMA peuvent être tenus de définir des dispositions sur les avantages socioéconomiques dans le cadre d'un processus de demande de soumissions pour des services requis aux termes d'une ERTG. Se reporter à l'annexe E, Entente sur les revendications territoriales globales, pour obtenir une liste des ERTG pouvant s'appliquer, ainsi qu'à l'annexe F, Plan des considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones (CPA) ou Plan d'avantages offerts aux Inuits (PAI), pour obtenir un exemple des critères socioéconomiques pouvant être inclus dans une demande de soumissions. Se reporter à l'annexe E, Entente sur les revendications territoriales globales, pour obtenir une liste des ERTG pouvant s'appliquer, ainsi qu'à l'annexe F, Plan des considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones (CPA) ou Plan d'avantages offerts aux Inuits (PAI).

2) Processus de la SAEA (Les fournisseurs de SAEA)

Les fournisseurs autochtones qui souhaitent présenter un arrangement dans le cadre de la SAEA. Aux fins de la DAMA, ce processus est désigné par les termes « SAEA », « fournisseurs visés par la SAEA » ou « processus de la SAEA ». Les fournisseurs visés par la SAEA doivent être en mesure de fournir les services dans la Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, les Territoires du Nord-Ouest, et au Nunavut. **Les soumissionnaires retenus dans le processus de la SAEA répondront automatiquement aux exigences du processus général.**

- i. Il existe trois volets au processus de la SAEA :

i. Les besoins dont la valeur estimative est inférieure à 25 000,00 \$ (taxes applicables comprises) :

Le besoin est soumis aux Règlements sur les marchés de l'État (RME).

ii. Les besoins dont la valeur estimative va de 25 000,00 \$ jusqu'aux pouvoirs ministériels de passation de marché de 400 000,00 \$ (les taxes applicables comprises) :

Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) du gouvernement fédéral.

- Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises

autochtones, consulter l'Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements.

<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/supply-manual/section/9#section-9.40>

- Ce marché est exclu des accords commerciaux internationaux en vertu des dispositions de chaque accord relativement aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires.
- Conformément à l'article 800 de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), cet accord ne s'applique pas au présent contrat.

iii. Les besoins dont la valeur estimative est supérieure à \$400,000.00 (taxes applicables comprises) :

- Le besoin dépasse le champ d'application des arrangements en matière d'approvisionnement. Le besoin doit être administré séparément par une autorité contractante des TPSGC.
- ii. Une ou plusieurs des ERTG suivantes pourraient s'appliquer à toute commande subséquente à l'offre à commandes, selon le lieu de livraison. Il n'est pas obligatoire que les fournisseurs définissent les dispositions sur la participation des bénéficiaires pour les ERTG pour qu'ils soient admissibles pour cet arrangement en matière d'approvisionnement. Cependant, les titulaires d'AMA peuvent être tenus de définir des dispositions sur les avantages socioéconomiques dans le cadre d'un processus de demande de soumissions pour des services requis aux termes d'une ERTG. Se reporter à l'annexe E, Entente sur les revendications territoriales globales, pour obtenir une liste des ERTG pouvant s'appliquer, ainsi qu'à l'annexe F, Plan des considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones (CPA) ou Plan d'avantages offerts aux Inuits (PAI), pour obtenir un exemple des critères socioéconomiques pouvant être inclus dans une demande de soumissions. Se reporter à l'annexe E, Entente sur les revendications territoriales globales, pour obtenir une liste des ERTG pouvant s'appliquer, ainsi qu'à l'annexe F, Plan des considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones (CPA) ou Plan d'avantages offerts aux Inuits (PAI).

3. Contenu canadien

- Pour le processus général (pour les autorités contractantes de TPSGC seulement) :

Pour les demandes de soumissions d'une valeur de 25 000 \$ jusqu'au seuil de l'ALÉNA (taxes applicables comprises) qui sont publiées par TPSGC pendant la période de l'AMA, un achat en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement sera limité aux produits et (ou) services canadiens tel qu'il est défini à la clause A3050T. Les fournisseurs doivent indiquer à la Partie 5 de cette DAMA si leur service respecte la définition du contenu canadien.

Clause du Guide des CCUA A3050T (2014-11-27) Définition du contenu canadien

- Pour le processus de la SAEA (pour les autorités contractantes de TPSGC seulement) :

Pour les demandes de soumissions d'une valeur de 25 000 \$ jusqu'au seuil des accords commerciaux internationaux (taxes applicables comprises) qui sont publiés par TPSGC pendant la période de l'AMA, un achat en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement pourrait être limité aux produits et(ou) services canadiens tel qu'il est défini à la clause A3050T.
Clause du Guide des CCUA A3050T (2014-11-27) Définition du contenu canadien

1.3 Compte rendu

Les fournisseurs peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'arrangements en matière d'approvisionnement. Les fournisseurs devraient en faire la demande au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'arrangements en matière d'approvisionnement. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Utilisation d'une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur tout arrangement en matière d'approvisionnement attribué dans le cadre de la présente demande de soumissions, reportez-vous à la section 6.12 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES FOURNISSEURS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les fournisseurs qui présentent un arrangement s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DAMA et acceptent les clauses et les conditions de l'arrangement en matière d'approvisionnement et du ou des contrats subséquents.

Le document [2008](#) (2018-05-22) Instructions uniformisées - demande d'arrangements en matière d'approvisionnement - biens ou services, sont incorporées par renvoi à la DAMA et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2008](#), Instructions uniformisées - demande d'arrangements en matière d'approvisionnement - biens ou services, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des arrangements

Les arrangements doivent être présentés uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiqués à la page 1 de la DAMA. Les fournisseurs doivent acheminer leur arrangement à l'endroit suivant :

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services Canada
Room 100, 167 Lombard Ave.
Winnipeg, Manitoba
R3B 0T6

ROReceptionSoumissions.WRBidReceiving@tpsgc-pwgsc.gc.ca

2.3 Ancien fonctionnaire – Avis

Les contrats de services attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Par conséquent, la demande de soumissions exigera que vous soumettiez les renseignements qui, dans l'éventualité que vous soyez le soumissionnaire retenu, votre statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension ou ayant reçu un paiement forfaitaire seront requis afin d'être publiés sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive générés conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#), du Secrétariat du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires.

2.4 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Avis

Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi exige que certains entrepreneurs s'engagent formellement auprès d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Si le présent arrangement en matière d'approvisionnement mène à l'attribution d'un contrat assujéti au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, les modèles de demande de soumissions et de contrats subséquents comprendront des exigences à cet effet. Pour obtenir d'autres renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

2.5 Demandes de renseignements – demande d'arrangements en matière d'approvisionnement

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les fournisseurs devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DAMA auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au fournisseur de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les fournisseurs. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les fournisseurs.

2.6 Lois applicables

L'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et tout contrat attribué dans le cadre de l'AMA seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les fournisseurs peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de l'arrangement ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les fournisseurs acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES ARRANGEMENTS

3.1 Instructions pour la préparation des arrangements

- Si le fournisseur choisit d'envoyer son arrangement par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2008 incorporées par référence. Les fournisseurs sont requis de soumettre leur arrangement dans une transmission unique. Le service Connexion postal a la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission jusqu'à un maximum de 1 Go par document.
Le Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

Section I : Arrangement technique
Section II : Arrangement financier
Section III : Attestations

- Si le fournisseur choisit de transmettre son arrangement sur papier, le Canada demande que l'arrangement soit présenté en sections distinctes, comme suit :

Section I : Arrangement technique (1 exemplaires papier)
Section II : Arrangement financier (1 exemplaires papier)
Section III : Attestations (1 exemplaires papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- Si le fournisseur fournit simultanément plusieurs copies de son arrangement à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans l'arrangement financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'arrangement.

Le Canada demande que les fournisseurs suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur arrangement en format papier.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DAMA.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les fournisseurs doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Arrangement technique

Dans l'arrangement technique, les fournisseurs devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Arrangement financier

Les fournisseurs doivent présenter l'arrangement financier en conformité avec l'annexe C, Base de paiement.

Section III : Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les arrangements seront évalués par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement incluant les critères d'évaluation techniques.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les arrangements.

4.1.1 Évaluation technique**4.1.1.1 Critères techniques obligatoires**

Se reporter à l'annexe « B » - PROCESSUS D'ÉVALUATION, CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION DES FOURNISSEURS

4.2 Méthode de sélection**4.2.1** Pour être déclaré recevable, un arrangement doit :

- a) Respecter toutes les exigences de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement.
- b) Satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires.

Les arrangements ne répondant pas aux exigences de a) ou b) seront déclarés non recevables.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les fournisseurs doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) leur soit émis.

Les attestations que les fournisseurs remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada à tout moment par ce dernier. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera un arrangement non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des arrangements, ou pendant la durée de tout arrangement en matière d'approvisionnement découlant de cette DAMA et tous contrats subséquents.

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du fournisseur. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'arrangement en matière

d'approvisionnement, l'arrangement sera déclaré non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'arrangement

Les fournisseurs doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur arrangement.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les fournisseurs doivent présenter avec leur arrangement, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son arrangement ne soit pas rejeté du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec l'arrangement

5.1.2.1. Marchés réservés aux entreprises autochtones (pour les fournisseurs de la SEAE seulement)

1. Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter l'Annexe 9.4, du Guide des approvisionnements.

Ce marché est exclu des accords commerciaux internationaux en vertu des dispositions de chaque accord relativement aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires.

Conformément à l'article 800 l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), l'ALEC ne s'applique pas au présent marché.

2. Le fournisseur :
 - i. atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de l'arrangement, les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.
 - ii. convient que tout sous-traitant engagé par lui aux fins du présent arrangement doit respecter les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.
 - iii. convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.
3. Le fournisseur doit cocher la case applicable suivante :

() Le fournisseur est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.

() Le fournisseur est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.

4. Le fournisseur doit cocher la case applicable suivante :

() L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.

() L'entreprise autochtone compte six employés ou plus à temps plein.

N° de l'invitation - Solicitation No.
ET959-190626/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
ET959-190626

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
NCS-8-41045

Id de l'acheteur - Buyer ID
NCS030
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

5. À la demande du Canada, le fournisseur doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. Le fournisseur doit s'assurer que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. Le fournisseur fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.
6. En déposant un arrangement, le fournisseur atteste que l'information fournie par le fournisseur pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

À la demande du responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement, le fournisseur doit fournir l'attestation suivante pour chaque propriétaire et employé(e) autochtone :

1. Je suis _____ (inscrire « propriétaire » et/ou « employé(e) à temps plein ») de _____ (insérer le nom de l'entreprise) et autochtone, au sens de la définition de l'Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».
2. Je certifie que l'énoncé précité est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Nom du propriétaire ou de l'employé(e)

Signature du propriétaire ou de l'employé(e)

Date

5.1.3.1. Définition du contenu canadien

1. Pour les besoins dont la valeur estimative va de 25 000,00 \$ jusqu'au seuil de l'ALÉNA (les taxes applicables comprises), cet achat peut être conditionnellement limité aux services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que le service offert est un service canadien, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que le service offert sera traité comme un service non-canadien.

Le soumissionnaire atteste que :

() le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'un arrangement en matière d'approvisionnement et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'arrangement mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement informera le fournisseur du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'arrangement sera déclaré non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le fournisseur doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son arrangement ne soit pas rejeté du processus d'approvisionnement.

PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT

6.1 Arrangement

L'arrangement en matière d'approvisionnement couvre les travaux décrits dans l'Énoncé des travaux à l'annexe A.

6.2 Exigences relatives à la sécurité

- 6.2.1 L'arrangement en matière d'approvisionnement ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2020 (2017-09-21), Conditions générales - arrangement en matière d'approvisionnement - biens ou services, s'appliquent au présent arrangement en matière d'approvisionnement et en font partie intégrante.

6.3.2 Arrangement en matière d'approvisionnement - établissement des rapports

Le fournisseur doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

Le fournisseur doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe C. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, le fournisseur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable des arrangements en matière d'approvisionnements.

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable des arrangements en matière d'approvisionnement dans les dix (10) jours civils suivant la fin de la période de référence.

6.4 Durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement

6.4.1 Période de l'arrangement en matière d'approvisionnement

La période pour attribuer des contrats dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement est du 15 janvier 2019 au 31 décembre 2022.

6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) période(s) supplémentaire(s) d'un (1) année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins dix (10) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra

être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.4.3 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

L'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) est d'établir la livraison du besoin décrit dans le cadre de l'AMA aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement est :

Nom : Monnette Calixto
Titre : Agente d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements - l'Équipe des approvisionnements
des services de l'environnement
Direction : Région de l'ouest
Adresse : 167 avenue Lombard
Winnipeg, MB R3B 0T6
Téléphone : 204-899-9768
Télécopieur : 204-983-7796
Courriel : Monnette.Calixto@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement est responsable de l'émission de l'arrangement en matière d'approvisionnement, de son administration et de sa révision, s'il y a lieu.

6.5.2 Représentant du fournisseur

6.5.1 Coordonnées

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____
Site web : _____

6.6 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R.C., (1985), ch. F-11.

6.7 Occasion de qualification continue

Un avis sera affiché une fois par année par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) pour permettre à de nouveaux fournisseurs de se qualifier. Les fournisseurs

préqualifiés, auxquels un arrangement en matière d'approvisionnement a été émis, ne seront pas tenu de soumettre un nouvel arrangement.

6.8 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de l'arrangement en matière d'approvisionnement;
- b) les conditions générales 2020 (2017-09-21), Conditions générales - arrangement en matière d'approvisionnement - biens ou services
- c) Annexe A, l'Énoncé des travaux;
- d) Annexe B, Critères D'Évaluation;
- e) Annexe C, Base de Paiement ;
- f) Annexe D, Formulaire de Rapport d'Usage de L'Arrangement en Matière D'Approvisionnement;
- g) Annexe E, Des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG);
- h) Annexe F, Plan des considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones (CPA) OU Plan d'avantages offerts aux Inuits (PAI)
- ;
- i) l'arrangement du fournisseur daté du _____ clarifié le _____.

6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par le fournisseur avec son arrangement ou préalablement à l'émission de l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'AMA et le non-respect constituera un manquement de la part du fournisseur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'AMA et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'AMA.

6.9.2 Attestation du contenu canadien

1. L'entrepreneur déclare que l'attestation relative au contenu canadien qui a été fournie par l'entrepreneur est exacte et complète et que les produits, les services ou les deux devant être fournis conformément au contrat sont conformes à la définition contenue dans la clause A3050T.
2. L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'origine des produits, services ou les deux fournis au Canada. Sauf avec autorisation préalable écrite de l'autorité contractante, l'entrepreneur ne peut disposer des dossiers ou des documents pour une période de six (6) années commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu du contrat, ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en vertu du contrat. Au cours de cette période de rétention, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour des vérifications, inspections et examens par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur doit fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et documents exigés par les représentants du Canada de temps à autre.
3. Cette clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et les recours que le Canada peut par ailleurs avoir en vertu du contrat.

6.9.3 Attestation du statut d'entreprise autochtone

1. L'entrepreneur déclare que l'attestation de conformité qu'il a fournie est exacte, complète et conforme aux « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones » décrite à l'Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements.
2. L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'exactitude de l'attestation fournie au Canada. L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation préalable écrite de l'autorité contractante, avant de disposer des dossiers ou des documents pour une période de six ans commençant à la dernière des dates suivantes: la date du paiement final en vertu du contrat ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en suspens. Au cours de cette période, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour vérification par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur fournira toutes les installations raisonnablement nécessaires à ces vérifications.
3. La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et recours que le Canada pourra par ailleurs avoir en vertu du contrat.

6.10 Lois applicables

L'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et tout contrat découlant de l'AMA doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Assurance – aucune exigence particulière

Clause du Guide des CCUA G1005C (2016-01-28), Assurance – aucune exigence particulière

Les exigences d'assurance spécifiques seront déterminées au moment de la demande de propositions (DP) émise en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement, selon le cas.

6.12 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'arrangement en matière d'approvisionnement, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les contrats individuels pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'arrangement en matière d'approvisionnement à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir les biens et les services dans le cadre de son arrangement en matière d'approvisionnement par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'arrangement en matière d'approvisionnement pourrait être mis de côté par le Canada.

B. DEMANDE DE SOUMISSIONS

7.1 Documents de demande de soumissions

Le Canada utilisera les modèles uniformisés suivants, qui sont disponibles dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat selon la valeur estimative et la complexité du besoin :

- Simple, pour les besoins de faible valeur;

- Complexité moyenne (CM) pour les besoins de complexité moyenne;
- Complexité élevée (CE) pour les besoins de complexité élevée.
- Si une ERTG s'applique, les utilisateurs désignés doivent se reporter à l'annexe F – Plan des considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones (CPA) OU Plan d'avantages offerts aux Inuits (PAI)

Les fournisseurs peuvent demander une copie des modèles uniformisés d'approvisionnement au Responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement ou à l'Autorité contractante, selon le cas.

À noter : Les références aux modèles CE, CM et Simple dans les demandes d'arrangements en matière d'approvisionnement émises par TPSGC ne sont fournies qu'à titre d'exemple. Les versions à jour du modèle et des clauses et conditions seront utilisées au moment de la demande de soumissions.

La demande de soumissions comprendra, au minimum :

- a) une description complète des travaux à exécuter;
- b) 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels; OU 2004, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins non concurrentiels;

Le paragraphe 3.a) de l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées (insérer 2003 ou 2004, selon le cas) incorporées ci-haut par renvoi, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :

- a. au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la Politique d'inadmissibilité et de suspension. Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms. »
- c) les instructions pour la préparation des soumissions;
- d) les instructions sur la présentation des soumissions (l'adresse pour la présentation des soumissions, la date et l'heure de clôture);
- e) les procédures d'évaluation et la méthode de sélection;
- f) les attestations;
 - **Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Avis**
 - **Dispositions relatives à l'intégrité -déclaration de condamnation à une infraction;**
- g) les conditions du contrat subséquent.

7.2 Processus de demande de soumissions

7.2.1 Des demandes de soumissions seront émises aux fournisseurs auxquels un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) a été émis, pour des besoins spécifiques dans le cadre de l'AMA.

7.2.2 La demande de soumissions sera envoyée directement aux fournisseurs.

Les formulaires électroniques suivants doivent être utilisés pour la première page de la demande de soumissions et la première page du contrat subséquent. Ces formulaires sont disponibles sur le site Web [Catalogue de formulaires](http://publiservice-app.tpsgc-pwgsc.gc.ca/forms/text/search_for_forms-f.html) (http://publiservice-app.tpsgc-pwgsc.gc.ca/forms/text/search_for_forms-f.html).

PWGS-TPSGC 9400-3, Demande de soumissions
PWGS-TPSGC 9400-4, Contrat

Deux processus d'AMA peuvent être déclenchés conformément à la présente invitation à soumissionner :

7.3 Processus général

Il existe trois volets au processus général avec des instructions séparés :

7.3.1. Les besoins dont la valeur estimative est inférieure à 25 000,00 \$ (taxes applicables comprises)

L'utilisateur désigné lance, conformément à ses pouvoirs délégués, une demande de propositions à l'aide du Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de faible valeur (simple) à l'intention d'un ou de plusieurs titulaires d'AMA qui offrent leurs services dans le secteur géographique où les services doivent être réalisés. Le ou les soumissionnaires ont au moins trois (3) jours pour donner suite à la demande de propositions.

7.3.2 Les besoins dont la valeur estimative va de 25 000 \$ jusqu'au seuil de l'ALÉNA (les taxes applicables comprises)

L'utilisateur désigné lance, conformément à ses pouvoirs délégués, une demande de propositions à l'aide du Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de complexité moyenne ou du Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de complexité élevée (CE) à l'intention d'au moins trois (3) titulaires d'AMA qui peuvent offrir les services dans le secteur géographique. S'il y en a moins que trois (3), le titulaire désigné lance la demande à l'intention du ou des titulaires d'AMA qui offrent les services dans ce secteur géographique. Le ou les soumissionnaires ont au moins cinq (5) jours pour donner suite à la demande de propositions.

Pour les autorités contractantes de TPSGC seulement : la demande accordera une préférence aux produits et (ou) aux services canadiens ou il se limitera aux produits et (ou) aux services canadiens.

7.3.3 Les besoins dont la valeur estimative va du seuil de l'ALÉNA jusqu'aux pouvoirs ministériels de passation de marché à 400 000,00 \$ (les taxes applicables comprises)

L'utilisateur désigné lance, conformément à ses pouvoirs délégués, une demande de propositions à l'aide du Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de complexité moyenne (CM) ou du Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de complexité élevée (CE) à l'intention de tous les titulaires d'AMA qui peuvent offrir les services dans le secteur géographique. Une garantie de soumission financière ne sera pas requise de la part des soumissionnaires. Le ou les soumissionnaires ont au moins quarante (40) jours pour donner suite à la demande de propositions. L'utilisateur désigné doit afficher un avis de projet de marchés (APM) sur le Service électronique d'appel d'offres du gouvernement (SEAOG) pour l'étendue complète de l'appel d'offres, tel que spécifié à 4.75.20 du Guide des approvisionnements.

7.3.4 Les besoins dont la valeur estimative est supérieure à \$400,000.00 (taxes applicables comprises)

Le besoin dépasse le champ d'application des arrangements en matière d'approvisionnement.

7.4 Processus de la SAEA

Il existe deux volets au processus de la SAEA :

7.4.1 Les besoins dont la valeur estimative est inférieure à 25 000,00 \$ (taxes applicables comprises)

L'utilisateur désigné lance, conformément à ses pouvoirs délégués, une demande de propositions à l'aide du Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de faible valeur (simple) à l'intention d'un ou de plusieurs titulaires d'AMA qui sont des entreprises autochtones certifiées et qui offrent leurs services dans le secteur géographique où les services doivent être réalisés. Le ou les soumissionnaires ont au moins trois (3) jours pour donner suite à la demande de propositions.

7.4.2 Les besoins dont la valeur estimative va de 25 000,00 \$ jusqu'aux pouvoirs ministériels de passation de marché de 400 000,00 \$ (les taxes applicables comprises)

L'utilisateur désigné lance, conformément à ses pouvoirs délégués, une demande de propositions à l'aide du Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de complexité moyenne (CM) ou du Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de complexité élevée (CE) à l'intention d'au moins trois (3) titulaires d'AMA qui sont des entreprises autochtones certifiées et qui peuvent offrir les services dans le secteur géographique. S'il y en a moins que trois (3), le titulaire désigné lance la demande à l'intention à tous les titulaires d'AMA qui sont des entreprises autochtones certifiées et qui offrent les services dans ce secteur géographique. Le ou les soumissionnaires ont au moins cinq (5) jours pour donner suite à la demande de propositions. Une garantie de soumission financière ne sera pas requise de la part des soumissionnaires.

7.4.3 Les besoins dont la valeur estimative est supérieure à \$400,000.00 (taxes applicables comprises)

Le besoin dépasse le champ d'application des arrangements en matière d'approvisionnement. Le besoin doit être administré séparément par une autorité contractante des TPSGC.

C. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

8.1 Général

Les conditions de tout contrat attribué dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement seront en conformité avec les clauses du contrat subséquent faisant partie de la demande de soumissions.

Pour tout contrat attribué en utilisant le modèle :

- a) Simple (pour les besoins de faible valeur), les conditions générales 2029 s'appliqueront au contrat subséquent;
- b) CM (pour les besoins de complexité moyenne), les conditions générales 2010C s'appliqueront au contrat subséquent;
- c) CE (pour les besoins de complexité élevée), les conditions générales 2035 s'appliqueront au contrat subséquent.

Les modèles ci-dessus sont disponibles dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Une copie des modèles peut être fournie sur demande, en communiquant avec la Division de l'intégration de la politique stratégique par

N° de l'invitation - Solicitation No.

ET959-190626/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

ET959-190626

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

NCS-8-41045

Id de l'acheteur - Buyer ID

NCS030

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

courriel à l'adresse suivante : TPSGC.Outilsdapprovisionnement-ProcurementTools.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

À noter : Les références aux modèles CE, CM et Simple dans les demandes d'arrangements en matière d'approvisionnement émises par TPSGC ne sont fournies qu'à titre d'exemple. Les versions à jour du modèle et des clauses et conditions seront utilisées au moment de la demande de soumissions.

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. TITRE : Analyses en laboratoire

2. OBJECTIF

Un accord d'approvisionnement (AA) est requis pour effectuer tous les travaux, fournir tout le matériel et l'équipement et les outils, et assurer la supervision nécessaire à la réalisation de l'analyse physique, chimique et biologique des quatre catégories d'échantillons suivantes : i) eaux et eaux usées; ii) sédiments et sols; iii) vie aquatique (p. ex. phytoplancton, algues benthiques, zooplancton, invertébrés benthiques, poissons et mammifères marins); et iv) air.

Ces services sont requis pour la réalisation de travaux dans les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et la Colombie-Britannique, qui seront entrepris par des ministères et organismes fédéraux, y compris sans toutefois s'y limiter : le ministère des Pêches et des Océans du Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Parcs Canada et Ressources naturelles Canada.

3. CONTEXTE

Ministères des Pêches et des Océans (MPO)

Le MPO est chargé de l'élaboration et de l'application des politiques et des programmes visant à favoriser les intérêts scientifiques, écologiques, sociaux et économiques du Canada à l'égard des océans et des étendues d'eau douce. Le MPO est responsable de la gestion, de la protection et de la conservation des ressources halieutiques dans l'ensemble des zones de pêche, des mers territoriales et des eaux intérieures du Canada. Le MPO offre des programmes et des services environnementaux, met en œuvre des mesures de gestion des pêches et présente des avis spécialisés aux conseils de gestion des ressources et à d'autres organismes, qui portent sur un éventail de questions touchant les terres et les eaux.

Une partie importante de l'évaluation et de la surveillance de l'habitat du poisson et de la santé du poisson est la collecte de données environnementales sur la qualité de l'eau et des sédiments, les tissus de poissons, ainsi que sur la composition du plancton et de la communauté d'invertébrés benthiques. La majorité des données doivent être analysées par un laboratoire accrédité.

Environnement et Changement climatique Canada (ECCC)

Le mandat d'Environnement et Changement climatique Canada est :

- de préserver et d'améliorer la qualité de l'environnement naturel, y compris l'eau, l'air, le sol, la flore et la faune;
- de conserver les ressources renouvelables du Canada;
- de conserver et de protéger les ressources en eau du Canada;
- de prévoir les conditions et les avertissements météorologiques quotidiens et de fournir des renseignements météorologiques détaillés à l'ensemble du Canada;
- d'appliquer la législation sur les eaux limitrophes;
- de coordonner les politiques et les programmes environnementaux au nom du gouvernement fédéral.

ECCC est un ministère à vocation scientifique qui fournit des renseignements en matière de sciences et de technologies nécessaires afin que les Canadiens puissent prendre des décisions éclairées en matière d'environnement. De plus, les travaux en sciences et

technologies d'Environnement et Changement climatique Canada aident les Canadiennes et les Canadiens à protéger et à conserver l'air, l'eau, la faune et les espaces sauvages.

ECCC utilise la recherche pour suivre de près et gérer les populations d'espèces sauvages, pour améliorer la compréhension de nos écosystèmes et appuyer leur rétablissement, pour évaluer les risques environnementaux, pour émettre des prévisions et des avertissements météorologiques et climatiques et pour appuyer les mesures politiques et législatives. Le présent accord d'approvisionnement servira à satisfaire aux exigences relatives à l'analyse en laboratoire, selon les besoins, pour appuyer les activités d'ECCC.

Agence Parcs Canada (APC)

Parcs Canada est déterminé à entreprendre des initiatives de protection de l'environnement dans les parcs nationaux, les lieux historiques nationaux et les aires marines nationales de conservation. Que ce soit par la remise en état des sites contaminés, l'application de pratiques de conservation ou la réalisation de projets novateurs, Parcs Canada veille toujours à ce que les Canadiens puissent profiter de ces joyaux de la façon la plus respectueuse de l'environnement qui soit. En minimisant les incidences environnementales dans les endroits qu'il administre, Parcs Canada souhaite encourager les Canadiennes et les Canadiens à promouvoir la qualité de l'air et de l'eau et une utilisation des terres conformes aux principes du développement durable. Des analyses en laboratoire sont requises pour une diversité d'initiatives qui relèvent du mandat de Parcs Canada, comme la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des limites des parcs.

Ressources naturelles Canada (RNCan)

RNCan est un ministère à vocation économique et scientifique dont le mandat vise à :

- promouvoir le développement durable et l'utilisation responsable des ressources minières, énergétiques et forestières du Canada;
- faire connaître la masse terrestre du Canada;
- recueillir et diffuser des connaissances sur le développement durable des ressources.

Le Ministère effectue des recherches et des levés techniques pour évaluer les ressources du Canada, y compris la structure géologique et les limites juridiques. RNCan est aussi autorisé à fournir un cadre de référence national pour le géopositionnement; il prépare et publie des cartes; il mène des recherches scientifiques et économiques relatives à l'énergie, à la foresterie, à l'exploitation minière et aux industries métallurgiques; il établit et exploite des laboratoires scientifiques à ces fins.

4. DÉFINITIONS ET DOCUMENTS APPLICABLES

Terme/acronyme	Définition
RCBA	Réseau canadien de biosurveillance aquatique
PSEC	Programme de surveillance des effets cumulatifs
MPO	Ministère des Pêches et des Océans
EE	Évaluation environnementale
ECCC	Environnement et Changement climatique Canada
RNCan	Ressources naturelles Canada
T.N.-O.	Territoires du Nord-Ouest

APC	Agence Parcs Canada
AA	Accord d'approvisionnement
EDT	Énoncé des travaux

Dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et en Colombie-Britannique, RNCAN, ECCC, l'APC et le MPO mènent leurs activités aux termes de lois et d'accords, y compris ceux décrits ci-dessous, sans toutefois s'y limiter. Ces lois et ces accords peuvent offrir d'autres renseignements utiles pour la détermination du contexte relatif à ces exigences, ainsi qu'à l'envergure et à la portée. Toutes les autres lois pouvant avoir des incidences sur les travaux seront précisées dans tout contrat subséquent conformément au présent accord d'approvisionnement.

Lois

Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie;

Loi canadienne sur l'évaluation environnementale;

Loi sur la protection de l'environnement;

Loi sur les espèces en péril;

Loi sur les pêches;

Loi sur les océans;

Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs;

Loi sur les espèces sauvages du Canada.

Les sites Web suivants peuvent fournir de précieux renseignements et un contexte supplémentaires

pour les besoins :

Environnement et Changement climatique Canada :

<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique.html>

Parcs Canada : <http://www.pc.gc.ca/>

Ministère des Pêches et des Océans : <http://www.dfo-mpo.gc.ca/>

Programme de surveillance des effets cumulatifs des Territoires du Nord-Ouest :

<http://www.ngmp.ca/fra/1449176608729/1449176660604>

5. EXIGENCES RELATIVES AUX ANALYSES EN LABORATOIRE

Toutes les tâches et les qualifications des ressources propres à un projet, y compris les études, les limites de détection, le délai d'exécution, l'expérience et l'expertise en la matière relative à la catégorie de l'analyse requise, seront précisées dans tout contrat subséquent délivré conformément au présent accord d'approvisionnement.

6. PORTÉE DES TRAVAUX

A) Services de laboratoire

Effectuer des analyses physiques, chimiques et biologiques des catégories suivantes d'analyses en laboratoire.

i) Analyse des **eaux et des eaux usées, y compris, *sans toutefois s'y limiter* :**

- Paramètres physiques (p. ex., pH, dureté de l'eau, conductivité, alcalinité, total des solides en suspension [TSS], total des solides dissous [TSD], turbidité).
- Analyse microbiologique (p. ex. coliformes totaux, *E.coli*, coliformes fécaux, streptocoques fécaux, demande chimique en oxygène [DCO], demande biochimique en oxygène [DBO]).
- Principaux ions (p. ex. les séries de cation et d'anions).
- Éléments nutritifs (p. ex. l'oxygène chimique sur demande (OCD), le carbone organique dissous (COD), le carbone organique total (COT), l'ammoniaque (NH₃-N), le phosphate, le phosphate total (PT), le phosphore dissous (PD), les pesticides et les composés à base de pétrole [p. ex. l'huile et la graisse visibles, les hydrocarbures aromatiques polycycliques [HAP], les acides naphténiques [NA]).
- Paramètres organiques (p. ex. benzène+toluène+éthylbenzène+xylènes [BTEX], et autres composés volatils, les trihalométhanes, les hydrocarbures extractibles, les hydrocarbures utilisés pour purger, l'hexane extractible).
- Métaux (p. ex., le total des métaux, les métaux dissous et la spéciation des métaux).
- Isotopes stables, y compris, *sans toutefois s'y limiter* : Carbone¹³, Oxygène¹⁸, Azote¹⁵, Hydrogène².

ii) Analyse des **sédiments et du sol y compris, *sans toutefois s'y limiter* :**

- les propriétés géotechniques du sol
- la datation au carbone et au Pb-210
- les métaux, les paramètres organiques et les contaminants (p. ex. HAP, les produits chimiques pyrogénés, les produits chimiques pétrogènes).

iii) Analyse de la **vie aquatique (p. ex. plantes, invertébrés benthiques, plancton, poissons, mammifères marins), y compris *sans toutefois s'y limiter* :**

- Prestation d'un service d'identification échantillons à l'aide de protocoles normalisés (par exemple l'identification des invertébrés benthiques à l'aide des protocoles du Réseau canadien de biosurveillance aquatique [RCBA] ou des protocoles pertinents de biosurveillance terrestre)].
- Services d'identification des composantes valorisées (par exemple identification de la végétation).
- Analyse de l'âge, y compris, *sans toutefois s'y limiter* : âge déterminé par les écailles, les otolithes, les rayons de nageoire, l'opercule.
- Analyse des contaminants chez les poissons, les mammifères marins, les invertébrés, dans l'eau, les sédiments (p. ex. les métaux, les HAP, PCP, OC).
- Évaluation biologique des poissons, des mammifères marins et des invertébrés (p. ex. les caractéristiques méristiques, la morphométrie, la condition, la maturité, le sexe, le régime alimentaire, les charges parasitaires et la prévalence des parasites).
- Analyse des isotopes stables (p. ex. C¹³, N¹⁴) chez les poissons, les macroinvertébrés, le zooplancton, le phytoplancton, les algues benthiques, sans toutefois s'y limiter.
- Réalisation de travaux d'identification.
- Dénombrements des macroinvertébrés benthiques à l'aide de protocoles normalisés

(p. ex. le protocole du RCBA ou de protocoles adéquats de biosurveillance aquatique).

B) Rapports d'analyse

Le titulaire de l'accord d'approvisionnement doit fournir les résultats des analyses à l'utilisateur désigné dans le nombre de jours ouvrables prescrits, après l'achèvement de l'analyse pour chacun des contrats subséquents délivrés conformément au présent accord d'approvisionnement, y compris, sans toutefois s'y limiter :

- Les méthodes d'analyse
- Les résultats d'analyse
- La méthode utilisée pour le contrôle de l'assurance de la qualité (AQ) / contrôle de la qualité (CQ)

La présentation des résultats d'analyse peut être demandée pour n'importe laquelle des méthodes énumérées ci-dessous. La méthode de présentation des données sera décrite dans chaque contrat subséquent conformément au présent accord d'approvisionnement :

- Par télécopie;
- Par courriel;
- Envoi par la poste : copie papier et copie électronique sur disque.

Les formats habituels qui peuvent être utilisés pour présenter l'analyse comprennent les logiciels Excel, Word et Adobe PDF.

C) Programme de contrôle et d'assurance de la qualité

Le laboratoire doit transmettre au chargé de projet de l'accord d'approvisionnement une copie de ses méthodes d'analyse, à l'entrée en vigueur de l'accord, et de toute méthode d'analyse nouvelle ou révisée adoptée pendant la durée de l'accord. Sauf indication du contraire par l'utilisateur désigné, tous les résultats seront exprimés dans les unités de mesure employées dans la version pertinente la plus à jour des Recommandations canadiennes pour la qualité de l'environnement du CCME. Les résultats dépassant les limites prévues dans la version actuelle des Recommandations seront mis en évidence par le traitement des caractères (polices du document) ou seront présentés séparément.

D) Élimination des échantillons

L'élimination des échantillons, le cas échéant, relève du titulaire de l'accord d'approvisionnement, et doit être effectuée conformément à l'ensemble des lois et des règlements fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux applicables en matière de sécurité environnementale. Si des échantillons doivent être retournés à l'utilisateur désigné, les coûts associés à leur emballage et à leur envoi seront remboursés par cet utilisateur désigné (au coût réel, sans majoration).

E) Reprise de l'analyse

Tous les coûts découlant de la reprise de l'analyse requise en raison de dommages ou de la dégradation des échantillons lors de la manipulation ou du stockage des échantillons à l'emplacement de travail du titulaire de l'accord d'approvisionnement relèveront du titulaire de l'accord d'approvisionnement. Autrement, si la reprise de l'examen découle d'erreurs faites par l'utilisateur

désigné, alors l'utilisateur désigné sera responsable des coûts associés à la reprise de l'analyse conformément aux modalités de paiement (annexe B).

F) Normes applicables aux travaux

Tous les travaux susmentionnés doivent être effectués conformément à l'ensemble des codes fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux en vigueur, et, s'il y a conflit ou divergence, l'exigence la plus rigoureuse s'appliquera.

G) Exigences particulières

L'utilisateur désigné demandera au titulaire de l'accord d'approvisionnement de faire des recherches et de corriger tout écart pouvant être découvert à la satisfaction de l'utilisateur désigné. Le titulaire de l'accord d'approvisionnement doit obtenir et conserver tous les permis, licences et certificats pour les travaux requis devant être effectués conformément à la législation fédérale, provinciale ou municipale applicable. Le titulaire de l'accord d'approvisionnement sera responsable de tous les frais imposés par ces lois ou règlements. Sur demande, le titulaire de l'accord d'approvisionnement devra présenter une copie de tout permis, licence ou certificat au Canada.

À la demande d'un ministère, d'un organisme ou d'une société d'État, le titulaire de l'accord d'approvisionnement pourrait devoir fournir tous les contenants des échantillonnages, l'équipement associé ainsi que les réactifs nécessaires, y compris, sans toutefois s'y limiter :

- a. Les contenants, les bouteilles, les sacs de plastique à échantillonnage.
- b. Les glacières pour le transport des échantillons.
- c. Les agents de conservation et les solvants applicables.

À la demande d'un ministère, d'un organisme ou d'une société d'État, le titulaire de l'accord d'approvisionnement est responsable de l'emballage pour le transport, qui doit être conforme à la réglementation de Transports Canada, y compris, le cas échéant, aux exigences en vertu de la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* (LTMD).

7. PRODUITS LIVRABLES

Chaque contrat subséquent conclu conformément au présent accord d'approvisionnement définira clairement les travaux à effectuer, les analyses en laboratoire requises, les délais d'exécution, les produits livrables précis et le format de présentation exigé, ainsi que la date de livraison requise.

Tous les produits livrables doivent être conformes à toutes les normes et à la rigueur professionnelles et scientifiques applicables et doivent contribuer à l'atteinte des objectifs de l'utilisateur désigné.

ANNEXE « B »

PROCESSUS D'ÉVALUATION, CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION DES FOURNISSEURS

A) PROCESSUS D'ÉVALUATION

Étape 1 : Critères techniques obligatoires

Chacun des arrangements sera examiné afin de déterminer s'il satisfait à tous les critères obligatoires. Les arrangements qui ne satisfont pas à tous ces critères obligatoires seront rejetés d'emblée et jugés non conformes. Les arrangements qui satisfont à tous ces critères obligatoires passeront à l'étape 2.

Étape 2 : Conditions préalables à l'émission d'un arrangement en matière d'approvisionnement

Chacun des fournisseurs conformes se verra remettre un avis écrit l'invitant à fournir l'information requise dans la partie 5 – Attestations – comme condition préalable à l'émission d'un arrangement en matière d'approvisionnement, et ce, au plus tard à l'heure et à la date précisées, à moins que ces renseignements n'aient déjà été fournis dans la présentation de la DAMA. Si le fournisseur omet de fournir tous les renseignements requis au plus tard à l'heure et à la date précisées, il sera jugé non conforme et sa proposition sera rejetée d'emblée.

Étape 3 : Émission d'arrangements en matière d'approvisionnement

Dès qu'il se conforme aux conditions préalables à l'émission d'arrangements en matière d'approvisionnement, le fournisseur conforme se verra accorder un arrangement en matière

B) CRITÈRES D'ÉVALUATION

CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

Critères techniques obligatoires à la clôture de l'invitation à soumissionner

Le fait de ne pas satisfaire à l'une quelconque des exigences obligatoires suivantes à la clôture de l'invitation à soumissionner rendra votre arrangement non conforme et la proposition sera rejetée d'emblée.

- 1) Les fournisseurs soumettant une proposition pour la catégorie i) Eau et eaux usées et/ou la catégorie ii) sédiments et sols conformément à la Base de paiement, annexe « C », doivent détenir une certification valide de la *Canadian Association for Laboratory Accreditation (CALA)* ou du Conseil canadien des normes (CCN).

Le fournisseur doit fournir une copie de sa certification valide auprès de la CALA ou du CCN avec l'arrangement.

- 2) Les fournisseurs soumettant une proposition pour la catégorie iii) Vie aquatique (invertébrés

benthiques) conformément à la Base de paiement, annexe « C », doivent détenir une attestation valide du programme d'attestation taxonomique de la *North American Benthological Society* ou l'équivalent.

Le fournisseur doit fournir une copie de son attestation valide avec l'arrangement.

- 3) Le fournisseur doit fournir un exemplaire courant de ses catalogues réguliers et saisonniers ou de ses catalogues de ventes, ou des listes courantes des prix publiés avec l'arrangement.

- 4) Les fournisseurs doivent préciser les endroits où leur entreprise peut offrir des services.

Endroit	en mesure de fournir les services dans
Colombie-Britannique	
Alberta	
Saskatchewan	
Manitoba	
Territoires du Nord- Ouest	
Nunavut	

C) MÉTHODE DE SÉLECTION DU FOURNISSEUR

Les fournisseurs qui satisfont à toutes les exigences obligatoires à la clôture de l'invitation à soumissionner et fournissent toutes les attestations requises comme condition préalable à l'émission d'un arrangement en matière d'approvisionnement, comme il est souligné dans la partie 5 de la Demande d'arrangement en matière d'approvisionnement, se verront attribuer un arrangement en matière d'approvisionnement.

ANNEXE « C »

BASE DE PAIEMENT

- **Les fournisseurs DOIVENT ABSOLUMENT soumettre un pourcentage de remise pour l'une ou plus d'une des catégories suivantes:** i) Eau et eaux usées; ii) Sédiments et sols; et iii) toute vie aquatique énumérée ci-dessous pour le présent arrangement. Les fournisseurs ne sont pas tenus de soumettre des pourcentages de remise pour toutes les catégories, uniquement pour les catégories dans lesquelles ils peuvent effectuer des travaux.
- Les pourcentages de remise doivent demeurer fermes pour la période visée par l'arrangement en matière d'approvisionnement.
- Les analyses de certaines composantes de la vie aquatique sont souvent fort adaptées aux besoins de l'utilisateur désigné, compte tenu du type de vie aquatique (p.ex. phytoplancton par opposition à zooplancton) et de la façon dont elle est décrite (p.ex. densité par opposition à biomasse). Ainsi, afin d'assurer un niveau accru de clarté et de souplesse au fournisseur et à l'utilisateur désigné utilisant l'AMA, la catégorie de la «vie aquatique» a été séparée des catégories suivantes:ii) Eau et eaux usées; et ii) Sédiments et sols.
- Pour la catégorie analyse de la vie aquatique, fournisseurs peuvent présenter des pourcentages réduits pour un ou plusieurs des analyses présentées (par exemple zooplancton,phytoplancton) pour lesquels ils peuvent effectuer les travaux prévus.
- Les pourcentages de remise pour les travaux effectués au cours des heures de travail normales figureront dans les catalogues réguliers et saisonniers et les catalogues de ventes, ou dans les listes courantes des prix publiés, moins un pourcentage de remise, tableaux A et B ci-dessous.
- Délais d'exécution et suppléments - L'entrepreneur doit fournir, sur demande, des analyses dans des délais d'exécution d'un jour, de trois jours et de cinq jours (analyses de routine).
- L'entrepreneur pourrait devoir réaliser des analyses juridiques sous la supervision du chargé de projet ou du personnel désigné. L'entrepreneur doit faire tous les efforts nécessaires pour tenir compte de la présence de l'observateur.
- Dans le cas d'analyses dont la durée réelle excède les délais d'exécution établis indiqués plus bas, les délais et les suppléments doivent être convenus avant la passation de la commande subséquente. Les délais d'exécution et les suppléments convenus doivent être consignés par écrit dans le plan de travail et dans la commande subséquente correspondante.

Délai d'exécution d'un jour – l'entrepreneur doit rapporter les résultats au chargé de projet par courriel dans un délai d'un jour ouvrable suivant la réception de l'échantillon. Le chargé de projet peut accorder un délai supplémentaire au cas par cas; ce délai doit être approuvé à l'avance, par écrit, par le chargé de projet.

Délai d'exécution de trois jours – l'entrepreneur doit rapporter les résultats au chargé de projet par courriel dans un délai de trois jours ouvrables suivant la réception de l'échantillon. Le chargé de

projet peut accorder un délai supplémentaire au cas par cas; ce délai doit être approuvé à l'avance, par écrit, par le chargé de projet.

Délai d'exécution de cinq jours (analyses de routine) – l'entrepreneur doit rapporter les résultats au chargé de projet par courriel dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la réception de l'échantillon. Le chargé de projet peut accorder un délai supplémentaire au cas par cas; ce délai doit être approuvé à l'avance, par écrit, par le chargé de projet.

- Les contenants d'échantillon, les frais d'expédition et tout autre coût connexe non compris dans le prix direct de l'échantillon, moins le pourcentage de remise accordé, seront remboursés au coût réel SANS majoration. Il FAUT fournir des reçus avec les factures, lesquels seront précisés dans tout contrat subséquent émis conformément au présent arrangement en matière d'approvisionnement.
- La TPS n'est pas incluse dans les prix, mais sera ajoutée comme article distinct à toute facture émise pour tout contrat subséquent émis conformément au présent arrangement en matière d'approvisionnement.
- Suivant l'émission d'un arrangement en matière d'approvisionnement, il incombe au fournisseur de fournir et de mettre à jour des listes de prix et/ou des catalogues. Le fournisseur doit faire parvenir au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement toute liste de prix et/ou tout catalogue mis à jour, et ce, à l'adresse précisée dans l'arrangement en matière d'approvisionnement. Sur demande, le fournisseur doit fournir un (1) exemplaire de son catalogue et de sa liste de prix, et les mises à jour s'y rattachant, à tout utilisateur désigné qui en fait la demande.
- Les titulaires d'AMA pourront modifier les rabais en pourcentage offerts chaque année, à leur discrétion. Au plus tard le 30 novembre, les titulaires d'AMA devront informer le responsable des AMA de leur intention soit de conserver les mêmes rabais en pourcentage pour la prochaine année (du 1^{er} janvier au 31 décembre) soit de les augmenter ou de les réduire. Si les contrats attribués aux termes de l'AMA s'échelonnent sur plusieurs d'années, le rabais en pourcentage appliqué à la date d'attribution du contrat s'appliquera pendant toute la durée du contrat.

Tableau A

****Remarque – Les titulaires d'AMA doivent aviser le responsable des AMA de toute augmentation ou diminution de leur rabais en pourcentage pour l'année suivante au plus tard le 30 novembre de chaque année pendant la durée de l'AMA. Si le responsable des AMA ne reçoit aucun avis à cet égard, le rabais en pourcentage demeurera le même pour l'année suivante.**

CATÉGORIES D'ANALYSES DE LABORATOIRE	Délai d'exécution d'un jour % de remise	Délai d'exécution de trois jours % de remise	Délai d'exécution de cinq jours (analyses de routine) % de remise
i. Eau et eaux usées	_____ %	_____ %	_____ %
ii. Sédiments et sols	_____ %	_____ %	_____ %
iii. Matières en suspension dans l'air	_____ %	_____ %	_____ %

Tableau B

****Remarque – Les titulaires d'AMA doivent aviser le responsable des AMA de toute augmentation ou diminution de leur rabais en pourcentage pour l'année suivante au plus tard le 30 novembre de chaque année pendant la durée de l'AMA. Si le responsable des AMA ne reçoit aucun avis à cet égard, le rabais en pourcentage demeurera le même pour l'année suivante.**

	Analyse de la densité			Analyse de la biomasse			Autre (p. ex. scalimétrie)		
iii. CATÉGORIE D'ANALYSES DE LA VIE AQUATIQUE	Délai d'exécution d'un jour % de remise	Délai d'exécution de trois jours % de remise	Délai d'exécution de cinq jours (analyses de routine) % de remise	Délai d'exécution d'un jour % de remise	Délai d'exécution de trois jours % de remise	Délai d'exécution de cinq jours (analyses de routine) % de remise	Délai d'exécution d'un jour % de remise	Délai d'exécution de trois jours % de remise	Délai d'exécution de cinq jours (analyses de routine) % de remise
Zooplancton	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %
Phytoplancton	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %
Macroinvertébrés benthiques	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %
Algues benthiques	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %
Tout autre type d'analyses de la vie aquatique non énuméré ci-dessus, y compris mais	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %

N° de l'invitation - Sollicitation No.
ET959-190626/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
ET959-190626

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
NCS-8-41045

Id de l'acheteur - Buyer ID
NCS030
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D »

**FORMULAIRE DE RAPPORT D'USAGE DE L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE
D'APPROVISIONNEMENT**

Faire parvenir à : ATTN : ET959-190626/NCS/xxx

Télécopieur : 204- 983-7796

Courriel : wstesatpa.osteaseaa@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Calendrier des rapports trimestre d'utilisation

1er trimestre : 1 avril au 30 juin

3e trimestre : 1 octobre au 31 décembre

2e trimestre : 1 juillet au 30 septembre 4^e

4e trimestre : 1 janvier au 31 mars

Arrangement en matière d'approvisionnement: ET959-190626/NCS/xxx		Date du début de l'AMA :	Date de la fin de l'AMA :
Valeur totale à ce jour (\$) : Valeur totale pour la période de déclaration (\$) :	Début de la période de déclaration :	Fin de la période de déclaration :	

No. de facture	Description/ emplacement	Date de l'attribution du contrat	Date d'achèvement	Valeur du contrat

AUCUN RAPPORT : Nous n'avons pas conclu d'affaires avec le gouvernement du Canada pour cette
période ()

PRÉPARÉ PAR : NOM : _____ TÉLÉPHONE : _____

SIGNATURE: _____ DATE: _____

N° de l'invitation - Solicitation No.
ET959-190626/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
ET959-190626

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
NCS-8-41045

Id de l'acheteur - Buyer ID
NCS030
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E »

Des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

Les ERTG suivantes pourraient s'appliquer à toute commande subséquente à l'offre à commandes, selon le lieu de livraison :

1. Convention définitive des Inuvialuit;
2. Accord sur les revendications territoriales globales des Sahtu Dene et des Métis;
3. Accord sur les revendications territoriales concernant la région marine d'Eeyou;
4. Accord sur les revendications territoriales du peuple Tlicho;
5. Accord sur les revendications territoriales du Nunavut;
6. Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'ins;
7. Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavik;

La région de l'Ouest des Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) recommande l'incorporation de considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones (CRPA) pour les besoins qui sont assujettis aux ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) lorsque cela est faisable et conforme avec les principes de bonne gestion.

ANNEXE « F »

Plan des considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones (CPA) OU Plan d'avantages offerts aux Inuits (PAI)

Le tableau ci-dessous donne un exemple des critères socioéconomiques et du processus de sélection connexe pouvant être inclus dans une demande de soumissions pour des travaux réalisés dans le cadre d'une ERTG.

Il est possible d'obtenir sur demande des modèles d'inclusion des critères socioéconomiques propres à une ERTG. Il suffit d'envoyer une demande au responsable des AMA à l'adresse suivante :

Monnette.Calixto@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

EXEMPLE DE CRITÈRES SOCIOÉCONOMIQUES D'UNE ERTG

Critères de soumission en lien avec le plan des CPA / PAI

CRITÈRE DE SOUMISSION				TOTAL DES POINTS POSSIBLES
Les exigences de l'_____ s'appliquent à ce marché. Le Canada se réserve le droit de confirmer la validité de toutes les déclarations et garanties.				
1. SIÈGE SOCIAL : L'existence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres installations avec personnel dans la zone visée par l'Entente sur la revendication territoriale globale (ERTG)/la région désignée du Nunavut.				5 points
2. FORMATION : Les soumissionnaires seront évalués selon leur engagement à offrir de la formation en cours d'emploi et des programmes d'apprentissage aux Autochtones de la région du marché OU aux Autochtones de la zone visée par l'ERTG OU aux Inuits de la région désignée du Nunavut sans frais supplémentaires dans le cadre du marché. La formation et l'apprentissage sont réputés fournis lorsque les bénéficiaires ont acquis des compétences professionnelles certifiables. La chose est normalement établie par un processus de certification mené par une tierce partie indépendante. Pour établir la note relative à la formation, chaque soumission recevable sera comparée au prorata avec celle du soumissionnaire proposant le plus grand nombre d'heures de formation pour les Autochtones/Inuits, la proposition du soumissionnaire s'engageant à offrir le plus grand nombre d'heures de formation obtenant la totalité des points.				15 points
	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3	
Nombre total d'heures de formation des Autochtones/Inuits proposé	20 heures	35 heures	60 heures	
Calcul des points	20/60 = 33 % du total des points possibles	35/60 = 58 % du total des points possibles	60/60 = 100 % du total des points possibles	

<p>3. MAIN-D'ŒUVRE : L'emploi de main-d'œuvre Autochtone/Inuite sur place pour exécuter les travaux visés par les marchés.</p> <p>Les soumissionnaires seront évalués relativement à leur garantie ferme d'employer sur place des Autochtones de la région du marché OU des Autochtones de la zone visée par l'ERTG OU des Inuits de la région désignée du Nunavut pour effectuer les travaux. Les pourcentages indiqués ci-dessous concernent précisément les heures de travail sur place indépendamment du fait qu'il s'agit d'employés de l'entrepreneur principal ou d'employés d'un sous-traitant. Les pourcentages doivent correspondre à une liste de postes précis qui peuvent être occupés, ou qui le seront, par des employés Autochtones/Inuits sur place.</p> <p>Les pourcentages doivent correspondre à une liste de postes précis qui peuvent être occupés, ou qui le seront, par des employés Autochtones/Inuits sur place. L'emploi d'Autochtones/Inuits sur place sera confirmé pendant les travaux d'après la documentation d'appui fournie par l'entrepreneur et l'examen des dossiers statistiques du représentant du Ministère sur la main-d'œuvre Autochtone/Inuite sur place.</p> <p>0 - 100 % du total d'heures de travail = 0 - 40 points au prorata. Les points seront attribués au prorata du pourcentage du total des points disponibles.</p> <p>___ % x total des points</p> <p>Exemple :</p> <p>Le soumissionnaire garanti que 65 % des heures de travail seront accomplies par des employés autochtones/inuits = 65 % du total des points (40)</p> <p>65 % x 40 = 26 points</p> <p>*** Des pénalités s'appliqueront à ce critère.</p> <p>NOTE</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer comment il compte respecter le pourcentage de main-d'œuvre autochtone. Simplement indiquer un engagement en pourcentage n'est pas suffisant pour obtenir les points. La note sera ajustée en fonction des documents justificatifs.</p>	<p>40 points</p>
---	------------------

<p>4. SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS : Le fait de faire appel à des sous-traitants ou à des fournisseurs Autochtones/Inuits pour exécuter les travaux du marché.</p> <p>Les soumissionnaires seront évalués selon leur garantie ferme à faire appel à des sous-traitants autochtones de la région du marché OU autochtones de la zone visée par l'ERTG associée au marché OU inuits de la région désignée du Nunavut associé au marché pour l'exécution des services ou la fourniture des biens et de l'équipement.</p> <p>Remarque: Si l'entrepreneur principal est une entreprise appartenant à des Inuits, tous les coûts de fournisseurs et de sous-traitants sont considérés comme des coûts de sous-traitance / fournisseurs inuits.</p> <p>Si l'entrepreneur est une entreprise autochtone/inuite, la valeur totale du marché, MOINS tout marché de sous-traitance pour des biens et des services accordé à des entreprises non autochtones/non inuites, s'appliquerait au total de la ligne (A) ci-dessous.</p> <p>Les points seront attribués au prorata du pourcentage du total des points disponibles.</p> <p>___% x total des points 100 %</p> <p>Exemple :</p> <table><tr><td>Valeur estimative du contrat :</td><td>100 000 \$</td></tr><tr><td>- Moins la sous-traitance non-autochtone/non-inuit :</td><td>\$ 45,000 =</td></tr><tr><td>Total garanti pour les sous-traitants et fournisseurs autochtones/inuits :</td><td>\$ 55,000</td></tr></table> <p>$55\,000 \\$ / 100\,000 \\$ = 0,55 \times 100 = 55 \%$</p> <p>$55 \% \times 40 = 22 \text{ points}$</p> <p>NOTE</p> <p>Les pourcentages DOIVENT ÊTRE APPUYÉS par une liste de fournisseurs/sous-traitants particuliers qui peuvent être confirmés comme sous-traitants autochtones/inuits. La vérification du statut d'entreprise autochtones sera effectuée à l'aide d'une ou des ressources suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• répertoire des entreprises autochtones d'Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC). https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100033057/1100100033058; <p>or</p> <ul style="list-style-type: none">• conformément à l'article 9.35.60, Liste ou répertoire d'entreprises, du Guide des approvisionnements; <p>Or</p> <ul style="list-style-type: none">• base de données du répertoire d'entreprises inuites http://inuitfirm.tunnngavik.com/. <p>*** Des pénalités s'appliqueront à ce critère.</p>	Valeur estimative du contrat :	100 000 \$	- Moins la sous-traitance non-autochtone/non-inuit :	\$ 45,000 =	Total garanti pour les sous-traitants et fournisseurs autochtones/inuits :	\$ 55,000	<p>40 points</p>
Valeur estimative du contrat :	100 000 \$						
- Moins la sous-traitance non-autochtone/non-inuit :	\$ 45,000 =						
Total garanti pour les sous-traitants et fournisseurs autochtones/inuits :	\$ 55,000						
NOMBRE TOTAL DE POINTS POSSIBLE	100 points						

EXEMPLE DU PROCESSUS DE SÉLECTION

Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (CPA/PAI) et du prix (A0027T)

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - c. obtenir le nombre minimal de « 0 »** points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés. L'échelle de cotation compte 100 points.
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences (choisir « a) ou b) ou c) » OU « a) ou b) ou c) et d) ») seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de ____ % sera accordée au mérite technique et une proportion de ____ % (inscrire le pourcentage pour le prix) sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par ____ %.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de ____ %.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

90 % prix et 10 % CPA/PAI

Soumissionnaire retenu

Soumissionnaire	Prix total de la soumission	Détermination prix en dollars 50 000 \$/ soumissionnaire	Note pour le prix	Prix Note sur 90 %	Note du plan des CPA/PAI	CPA/PAI Note sur 10 %	NOTE TOTALE
a	\$50,000.00	\$50,000/\$50,000	100.0	90.0	0.0	0.0	90.0
b	\$55,000.00	\$50,000/\$55,000	90.9	81.8	10.0	10.0	91.8
c	\$54,000.00	\$50,000/\$54,000	92.6	83.3	10.0	10.0	93.3